

Cette fiche ressource n'a pas vocation à supplanter le travail des certificateurs Qualité, seuls à même de délivrer la certification qualité d'un CFA. Par contre, elle prétend préciser les attentes des Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que Ministères certificateurs, pour les CFA ayant fait le choix de proposer des diplômes sous leurs responsabilités. Elle constitue une proposition régionale.

Q17/E29

QualiOpi indicateur 17
Eduform indicateur 29

Le guide *ultime* en apprentissage

Mission « Information – Contrôle – Accompagnement pédagogique »
© Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le prestataire met à disposition ou s'assure de la mise à disposition des moyens humains et techniques adaptés et d'un environnement approprié (conditions, locaux, équipements, plateaux techniques...).

Les enjeux

Faire en sorte que les moyens humains et techniques, ainsi que l'environnement de travail offert par le CFA contribuent à la réussite des apprentis à l'examen, et à leur plein épanouissement personnel et professionnel.

Les points d'appui

Articles [D. 6313-3-1 et 2](#) du Code du travail et [décret n°2018-1341](#) du 28 décembre 2018 (FOAD)

Articles [L6231-2](#) définissant les 14 missions obligatoires des CFA
1° D'assurer le suivi et l'accompagnement des apprentis quand la formation prévue au 2° de l'article L. 6211-2 est dispensée en tout ou partie à distance

Référentiels de formation et guides d'équipement disponibles (selon le cas).

Conseil de perfectionnement ([Articles R6231-3 à R6231-5](#))

Outils numériques : voir si besoin les outils en libre accès proposés par [la Digitale](#)

Fiche ressource « [Solde de la taxe d'apprentissage](#) »

Les actions à conduire par priorités

Développer et accompagner les usages du numériques dans les enseignements.

Référencer les moyens techniques nécessaires à chaque certification proposée, en s'appuyant sur les référentiels de formation et les guides d'équipement notamment.

Équiper le CFA en conséquence (planifier et suivre les projets d'investissement dans le cadre du conseil de perfectionnement).

Tenir à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels et en faire un « outil pédagogique », partagé, coconstruit y compris par les alternants. **Porter une attention particulière sur les travaux réglementés.**

Intervenir auprès des entreprises partenaires afin de bénéficier de versement « en nature » au titre de la contribution relative à la formation professionnelle et à l'alternance (taxe d'apprentissage).

Pour rappel : les dons en nature ne sont pas gérés dans SoltéA. Ils constituent pour les employeurs, un motif de déduction fiscale à faire valoir sur leur déclaration sociale nominative.

Les points de vigilance à respecter

Encadrer fortement les formations ouvertes et à distance.

Prendre en compte régulièrement les remontées des apprentis (réclamations, difficultés rencontrées, ...) touchant aux équipements et aux locaux et y apporter des réponses (cf Critère 7 du référentiel QualiOpi).

Prendre appui sur le conseil de perfectionnement du CFA pour traiter les projets d'investissement ([Article R6231-4](#) du Code du travail – Mission 7).

Les actions « remarquables » à valoriser ou à suivre

Non encore renseigné.

Précisions

SOMMAIRE

- Le développement des [usages du numérique](#) dans les enseignements
- Les formations ouvertes et à distance ([FOAD](#))
- Les [moyens techniques](#) adaptés et environnement approprié (locaux, équipements, plateaux techniques, etc.).
- La [direction](#) d'un CFA
- Les [travaux réglementés](#)

Les principaux sujets de préoccupation

SOMMAIRE

- Les [premiers équipements](#) et leur restitution au CFA
- Les frais de [premiers équipements](#)

PRÉCISIONS

1. Le développement des usages du numérique dans les enseignements

Les formateurs en CFA porteront une attention particulière au développement des usages du numérique dans leurs enseignements :

- Au service des apprentissages et à la professionnalisation des apprentis ;
- A la **personnalisation des parcours de formation via les usages du numérique** ;
- Aux usages responsables et citoyens du numérique ;
- A l'accompagnement du travail personnel des apprentis, à ceux absents ou à besoins éducatifs particuliers ;
- A l'information des apprentis sur le parcours de formation (via un cahier de textes numérique) ;
- A l'information des apprentis sur l'atteinte des objectifs de la formation (positionnement de chaque apprenti par rapport à la maîtrise des compétences cibles par périodes de formation, identifications des points forts et des axes d'amélioration, etc.) ;
- A la communication avec les apprentis (et leurs familles), avec les entreprises ;
- A la validation des acquis et compétences numériques (cadre de référence du CRCN).

2. Les formations ouvertes et à distance

Mise en place par le CFA :

- d'une assistance technique et pédagogique appropriée pour accompagner le bénéficiaire dans le déroulement de son parcours,
- d'une information du bénéficiaire sur les activités pédagogiques à effectuer à distance et leur durée moyenne,
- des évaluations qui jalonnent ou concluent l'action de formation.

Art. D. 6313-3-1 et 2 du Code du travail - Décret n°2018-1341 du 28 décembre 2018.

Complément extrait du « Guide à l'usage des organismes de formation professionnelle Provence-Alpes-Côte d'Azur » publié en décembre 2019 par la Direccte PACA

La loi du 5 septembre 2018 a rénové la formation ouverte à distance et les moyens d'encadrement des FOAD et les modalités selon lesquelles la personne qui suit une formation de ce type peut recourir à une assistance.

Quelles sont les caractéristiques de la FOAD ?

- La FOAD peut constituer, **en tout ou partie**, l'une des modalités du parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel.
- Elle peut s'effectuer en dehors de la présence des personnes chargées de l'encadrement
- La mise en oeuvre d'une action de formation en tout ou partie à distance comprend obligatoirement :
 - Une assistance technique et pédagogique appropriée pour accompagner le bénéficiaire dans le déroulement de son parcours ;
 - Une information du bénéficiaire sur les activités pédagogiques à effectuer à distance et leur durée moyenne ;
 - Des évaluations qui jalonnent ou concluent l'action de formation.

Art. D. 6313-3-1 et 2 du Code du travail - Décret n°2018-1341 du 28 décembre 2018 :

Le décret n° 2020-373 du 30 mars 2020 précise que lorsque les enseignements dispensés dans un CFA sont effectués en tout ou partie à distance, ils sont mis en œuvre selon les modalités des actions de formation en tout ou partie à distance. L'OF-CFA est tenu d'assurer le suivi et l'accompagnement des apprentis quand la formation est dispensée en tout ou partie à distance (article L. 6231-2 du Code du travail).

Que doit préciser le déroulé pédagogique d'une formation à distance ?

La FOAD se distingue des formations présentielles ; le déroulé pédagogique doit donc préciser :

- la nature des travaux qui sont demandés au stagiaire et le temps estimé pour les réaliser ;
- les modalités de suivi et l'évaluation spécifiques aux séquences de formation ouverte ou à distance ;
- les moyens d'organisation, d'accompagnement ou d'assistance pédagogiques et techniques, mis à disposition du stagiaire.
- Ces moyens comprennent notamment :
 - les compétences et les qualifications des personnes chargées d'assister le bénéficiaire de la formation ;
 - les modalités techniques selon lesquelles le stagiaire est accompagné ou assisté, les périodes et les lieux mis à sa disposition pour s'entretenir avec les personnes chargées de l'assister ou les moyens dont il dispose pour contacter ces personnes ;
 - les délais dans lesquels les personnes en charge de son suivi sont tenues de l'assister en vue du bon déroulement de l'action, lorsque cette aide n'est pas apportée de manière immédiate.

Article D6313-3-1 du Code du Travail

Comment justifier de la réalisation d'une action de formation ouverte à distance ?

Pour établir l'assiduité d'un stagiaire à des séquences de FOAD sont notamment pris en compte :

- les justificatifs permettant d'attester de la réalisation des travaux exigés ;
- les informations et données relatives au suivi de l'action, à l'accompagnement et à l'assistance du bénéficiaire par le dispensateur de la formation ;
- les évaluations spécifiques, organisées par le dispensateur de la formation qui jalonnent ou terminent la formation ;
- la liste de personnes qui interviennent de manière régulière ou occasionnelle dans la réalisation de l'action avec la mention de leurs titres et qualités (article R. 6351-5 du Code du travail), du lien entre ces titres et qualités et la prestation réalisée et du lien contractuel qui les lie à l'organisme.

Comment contrôle-t-on la réalité et de la conformité d'une FOAD ?

Les modalités d'assistance pédagogique et d'encadrement constituent un élément central d'appréciation de la réalité de la formation et doivent être clairement définies par la convention. Il en est de même des moyens mis en oeuvre pour évaluer et valider les formations. Ainsi la simple cession ou mise à disposition de supports à finalité pédagogique ne constituent pas une action de formation professionnelle mais s'analyse comme une livraison de prestation de services ou de biens ; tel est le cas des opérations dont le seul objet est la fourniture à un tiers de matériel (ordinateur) ou bien de cours en ligne sans accompagnement humain, technique et pédagogique.

3. Les moyens techniques adaptés et environnement approprié (locaux, équipements, plateaux techniques, etc.).

Disponibilité au sein du CFA pour les équipes pédagogiques et les apprentis :

- De salles spécialisées : laboratoire de langue vivante, laboratoire de physique – chimie ;
- De plateaux techniques, d'équipements et de matériels conformes aux référentiels de formation (par exemple, les progiciels de gestion attendus dans les BTS tertiaires), aux guides d'équipement accompagnant la publication des référentiels de formation, et selon le cas, des préconisations formulées par le corps d'inspection ;
- D'outils numériques adaptés à la pédagogie de l'alternance (livret d'apprentissage, outil de suivi en temps réel des compétences, cahier de textes numérique, etc.) ;
- De plateaux techniques adaptés à chaque spécialité professionnelle ;
- D'espaces de travail en nombre suffisant, pour des travaux en autonomie et/ou en collectif, modulables, cablés et équipés en matériels informatiques ;
- De plateaux techniques et équipements spécifiques pour l'EPS.

Point de vigilance : *l'enseignement de l'EPS est obligatoire en CAP et en bac pro en apprentissage. Pour plus de précisions, se reporter à la fiche ressource [Contrat d'apprentissage VS Contrat de professionnalisation](#). Une délégation de formation est toutefois possible à un intervenant externe et/ou dans des espaces sportifs partenaires mais le CFA reste responsable pédagogique de la formation.*

Soins particuliers apportés par le CFA :

- à la quantité et à la disponibilité des équipements et locaux nécessaires à la mise en œuvre des formations compte tenu du nombre d'apprentis accueillis, y compris en terme de niveau de qualité et d'hygiène,
- à la complémentarité des plateaux techniques, des équipements et matériels par rapport à ceux présents généralement dans les entreprises partenaires,
- au confort, à la décoration et à la signalétique,
- à la participation de l'ensemble des usagers (dont les apprentis) au(x) projet(s) de réaménagements des locaux,
- à l'ouverture d'un espace de vie réservé spécifiquement aux apprentis.

Pour accompagner ses projets d'investissement, le CFA pourra solliciter :

- Ses entreprises partenaires dans le cadre du solde de la taxe d'apprentissage (volet « dons en nature » - plus de précisions dans la fiche ressource [Solde de la taxe d'apprentissage](#)) ;
- La région, le ou les OPCO dans le cadre d'appels à projet, etc.

4. La direction d'un CFA

Avant la loi du 5 septembre 2018, pour être recruté, un directeur de CFA devait :

- être titulaire d'un diplôme ou titre au moins équivalent à un diplôme de fin de premier cycle de l'enseignement supérieur général ou technologique ;
- avoir accompli, pendant cinq ans au moins, des fonctions d'enseignement dans un établissement technique public ou privé ou dans un centre de formation d'apprentis, à raison d'au moins 200 heures par an. Toutefois, lorsque l'intéressé était titulaire d'un diplôme de second cycle de l'enseignement supérieur et justifiait de cinq années d'activité professionnelle, il pouvait en être dispensé par décision du recteur d'académie ou du directeur régional du département ministériel intéressé.

Depuis la Loi Pour la liberté de choisir son avenir professionnel, « chaque CFA a un directeur qui est chargé de la mise en œuvre des missions et obligations du CFA. Le choix du directeur du CFA est libre, il n'est plus contraint par des conditions précédemment requises en termes de niveau de formation et de durée d'expérience. La distinction préalablement existante entre directeur

d'organisme de formation et directeur de CFA n'a plus lieu d'être » ([Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021).

[Article R. 6231-1](#) du Code du travail

« Le directeur de l'organisme de formation délivrant des formations par apprentissage est chargé de la mise en œuvre des missions et obligations du centre de formation d'apprentis ».

Article L6352-2 du Code du travail

« Nul ne peut, même de fait, exercer une fonction de direction, d'enseignement ou d'administration dans un organisme de formation s'il a fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits constituant des manquements à la probité, aux bonnes mœurs et à l'honneur ».

5. Les travaux réglementés

(Complément de la DREETS - Pôle Politique du Travail)

Pour protéger les jeunes, la réglementation prévoit qu'on ne peut pas affecter les mineurs à certains travaux dangereux.

Toutes les réponses sont contenues dans le Guide sur les dérogations pour les établissements d'enseignement ([Guide d'action pour une politique de prévention](#), DREETS / Rectorat de région académique / SRFD PACA – 2015).

Plus de détail dans la fiche ressource [Q15E25](#) - Indicateur 15.

Les principaux sujets de préoccupation (extrait de la [Foire aux questions](#) régionale)

Les frais de premiers équipements

Le forfait de premier équipement est pris en charge selon un forfait déterminé par l'opérateur de compétences identique pour l'ensemble des CFA concernés, établi en fonction de la nature des activités des apprentis, et dans la limite d'un plafond maximum de 500 euros par apprenti. Comme les frais annexes précédents, il doit faire l'objet d'une facturation. Celle-ci peut intervenir dès le premier acompte si la dépense est réalisée.

Référence : 3° de l'article D. 6332-83 du code du travail

Les frais de premier équipement peuvent être définis comme les frais relatifs au premier équipement pédagogique nécessaire à l'exécution de la formation lorsque celle-ci requiert un équipement professionnel spécifique (par exemple, mallette de couteaux des cuisiniers, ciseaux des coiffeurs, logiciels spécifiques et nécessaires au suivi de la formation : design graphique, communication numérique, formation en développement informatique, etc.).

Le CFA peut soit :

– Prévoir de céder la propriété de cet équipement à l'issue de la formation ou d'une durée déterminée par le CFA selon des modalités définies ;

– Laisser l'apprenti acheter le matériel nécessaire et rembourser ensuite l'apprenti à hauteur du forfait premier équipement perçu.

Point de vigilance : le matériel informatique acquis dans le cadre des frais d'équipement pour l'enseignement à distance doit être restitué au CFA.

Cf [Précis de l'apprentissage](#) (page 57) : "Pour favoriser l'enseignement à distance, le forfait de premier équipement peut être utilisé pour l'achat de matériel informatique (ordinateur portable, tablette, clé 4G) mis à disposition des apprentis pour leur permettre de suivre leur enseignement à distance et ne disposant pas de ce matériel. Le CFA doit conserver la propriété de ce matériel pour le mettre à disposition des prochaines générations d'apprentis. L'utilisation du leasing n'est donc pas autorisée".

Il faut distinguer en effet entre :

- l'équipement pédagogique spécifique (1)
- et le matériel informatique (2)

(1) Il s'agit du premier équipement pédagogique nécessaire à l'exécution de la formation lorsque celle-ci requiert un équipement professionnel spécifique. A titre d'exemples : mallette de couteaux, ciseaux, logiciels spécifiques et nécessaires au suivi de la formation.

(2) Pour favoriser l'enseignement à distance, le forfait de premier équipement pourra être utilisé pour l'achat de matériel informatique (ordinateur portable, tablette, clé 4 G) mis à disposition de jeunes pour leur permettre de suivre leur enseignement à distance et ne disposant pas de ce matériel ; (le matériel informatique n'est pas nécessaire et en lien direct avec la formation du jeune).

Le premier équipement sera acheté par le CFA :

Pour l'équipement pédagogique spécifique (1), le CFA en cédera la propriété à l'apprenti à l'issue de la formation ou d'une durée déterminée par le CFA selon des modalités définies par le CFA ; Si le CFA a fait le choix de l'achat du matériel directement par l'apprenti il viendra rembourser le jeune à hauteur du forfait de premier équipement perçu.

Pour le matériel informatique (2), le CFA en conservera la propriété afin de pouvoir le mettre à disposition auprès d'autres apprentis. Le CFA reste propriétaire du matériel pour le mettre à disposition auprès d'autres apprentis afin de faciliter la formation à distance. Aucun mécanisme de rétrocession n'est possible.

Source : [QR « Mise en œuvre de la réforme dans les CFA »](#), pages 12 et 13
[Précis de l'apprentissage](#), page 85

Attention, le frais premier équipement n'a pas vocation à financer :

- L'achat de contenu pédagogique : livres scolaires, contenu pédagogique accessible à distance ;
- L'outillage informatique du CFA : les équipements software et hardware par exemple.

La demande de remboursement des frais de premier équipement pour un apprenti en rupture de contrat ne semble pas permise par les textes actuellement.

Toute phrase de ce type « Le matériel ci-dessus sera cédé à l'apprenti(e) à l'issue de la formation s'il effectue à minima 6 mois de contrat d'apprentissage. En cas de rupture de contrat d'apprentissage dans les 6 mois, le CFA se réserve le droit de demander à l'apprenti(e) le remboursement total des sommes perçues. » ne repose sur aucune base juridique.